

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 28/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : EM n° 127/2023
Code AIOT : 0010003816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté Les Terres du Camp 45250 Briare. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Les Terres du Camp 45250 Briare
- Code AIOT : 0010003816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la Société Coopérative Agricole AXEREAL sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 4702 (stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium) et 2160 (silos et installations de stockage en vrac de céréales).

L'établissement n'est pas classé Seveso, ni par dépassement direct, ni par règle des cumuls en application des articles R. 511-10 et R. 511-11 du Code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des dispositions non-soldées de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mars 2020 ;
- La prévention des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.3	Avec suites _Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2	Avec suites _Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	Sol des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	/	Sans objet
8	Etat des installations de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etat des engrais stockés	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	/	Sans objet
5	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1	/	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Fractionnement des stockage d'engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1	/	Sans objet
10	Affichage des consignes	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1	/	Sans objet
11	Affichage des catégories d'engrais stockés	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	/	Sans objet
12	Repérage des cases de stockage d'engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 19 mars 2020 concernant la mise en conformité des installations électriques de l'établissement et la justification du bon état opérationnel des colonnes sèches des installations du site. Par ailleurs, 3 constats de non-conformité ont été relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> Lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2019 ; Type de suite actée : mise en demeure, respect de prescription ; Date de l'acte : 19 mars 2020 ; <u>Libellé de la mise en demeure</u> : « <i>La Société Coopérative Agricole (SCA) AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture, CS40639, 45166 OLIVET, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRIARE (45250), au lieu-dit « Les Terres du Camp », de respecter, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 susvisé, en transmettant au préfet du Loiret, un rapport justifiant du bon état de conformité de l'ensemble des installations électriques du site. »</i>
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : L'exploitant ne procède pas à la vérification périodique de l'ensemble des installations électriques de son établissement et les anomalies relevées en 2022 n'ont pas toutes fait l'objet d'actions correctives.
Observations : Afin de justifier du respect des prescriptions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mars 2020, l'exploitant a présenté les documents suivants :

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> • [1]: rapport d'intervention de la société INEO CENTRE SERVICES consécutif à la vérification et l'entretien du 08/06/2020 des cellules HTA du site ; • [2]: rapport DEKRA consécutif à la vérification du 08/03/2022 au 09/03/2022 des installations électriques des silos 1, 2 et 3 ainsi que du hangar engrais ; • [3]: rapport DEKRA consécutif à la vérification du 08/03/2022 au 09/03/2022 des installations électriques du silo 4 ; • [4]: compte rendu de vérification périodique Q18 du 31/03/2022 consécutif à la vérification du 30/03/2022 des installations électriques des silos 1, 2 et 3 ainsi que du hangar engrais avec mention du document [2] en référence ; • [5]: compte rendu de vérification périodique Q18 du 31/03/2022 consécutif à la vérification du 30/03/2022 des installations électriques du silo 4 avec mention du document [3] en référence ; • [6]: pages 1 et 7 du rapport DEKRA [1] consécutif à la vérification périodique du 08/03/2022 au 09/03/2022 des installations électriques des silos 1, 2 et 3, signées par la société INEO CENTRE SERVICES en date du 13/04/2022 et attestant de la levée de 2 des 7 non-conformités mentionnées ; • [7] pages 1 et 7 du rapport DEKRA [3] consécutif à la vérification périodique du 08/03/2022 au 09/03/2022 des installations électriques du silo 4, signées par la société INEO CENTRE SERVICES en date du 13/04/2022 et attestant de la levée de la non-conformité mentionnée ; • [8]: rapport DEKRA consécutif à la vérification par thermographie infrarouge du 13/06/2022 des installations électriques de l'établissement ; • [9]: Justificatif de réalisation d'actions correctives en date du 16/09/2022 relatives aux anomalies relevées lors de la vérification par thermographie infrarouge du 13/06/2022 des installations électriques de l'établissement. <p>De l'examen des documents présentés, il ressort :</p> <p><u>Documents [2] et [3] :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs vérifications n'ont pas été réalisées dont l'examen des éléments internes des cellules haute tension du client en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination),... • La déclaration CE de conformité et les notices d'instruction des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risques d'explosion n'ont pas été présentées à l'organisme de contrôle. <p><u>Documents [4] et [5] :</u> Il ressort de ces documents que l'organisme de contrôle conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion en mentionnant l'absence d'essais des dispositifs DR. A noter que l'organisme de contrôle statue sur l'absence de risque d'explosion ou d'incendie sur les installations électriques haute tension alors que les documents [2] et [3] mentionnés en références des Q18 mentionnent l'absence de vérification pour ces installations.</p> <p><u>Document [8] :</u> Outre la mention de 3 anomalies soldées (cf document[8]) relevées par l'organisme de contrôle, ce dernier indique dans son rapport que les cellules hautes tension n'ont pas été vérifiées et recommande de faire cette vérification par la méthode ultrasonore.</p> <p>Pour les autres documents présentés, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 60 jours</p>
--

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2019 ; • Type de suite actée : mise en demeure, respect de prescription ; • Date de l'acte : 19 mars 2020 ; • <u>Libellé de la mise en demeure</u> : « <i>La Société Coopérative Agricole (SCA) AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture, CS40639, 45166 OLIVET, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRIARE (45250), au lieu-dit « Les Terres du Camp », de respecter, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 susvisé, en transmettant au préfet du Loiret un rapport justifiant du bon état et de l'opérationnalité des 4 colonnes sèches de l'établissement (vérification visuelle, essais hydrauliques et contrôle d'étanchéité).</i> »
Prescription contrôlée : Les équipements (moyens d'intervention en cas d'accident) sont maintenus en bon état. Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel.
Constats : Le procès verbal d'intervention de la société EUROFEU SERVICES consécutif à la vérification du 09/08/2022 des 4 colonnes sèches de l'établissement ne permet pas de justifier du bon état de ces équipements (mention de prises non conformes et absence de mention d'essais hydrauliques et de contrôle d'étanchéité).
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le procès verbal d'intervention de la société EUROFEU SERVICES consécutif à la vérification du 09/08/2022 des 4 colonnes sèches de l'établissement. De ce document, il ressort plusieurs anomalies relevées par l'organisme de vérification telles que des défauts d'inclinaison de prises, des prises incendie non conformes, l'absence d'anti bélier,... Par ailleurs, le procès verbal d'intervention ne mentionne aucune information sur la réalisation ou non d'essais hydrauliques et de contrôle d'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage de céréales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Les 2 rapports DEKRA consécutifs à la vérification du 08 au 09/03/2022 des installations électriques des silos, au titre de la réglementation ICPE (rubrique 2160), ne permettent pas de justifier de la vérification complète des installations, en raison de la mention suivante dans ces 2 rapports : Mesurage non réalisé en l'absence d'autorisation du client, seul un examen visuel a été effectué (cas notamment des prises de terre, conducteurs de protection et liaisons équipotentielles).
Observations : Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">• rapport DEKRA consécutif à la vérification du 08 au 09/03/2022 des installations électriques des silos 1, 2 et 3 au titre de la réglementation ICPE (rubrique 2160) => 1 écart relevé ;• rapport DEKRA consécutif à la vérification du 08 au 09/03/2022 des installations électriques du silo 4, au titre de la réglementation ICPE (rubrique 2160) => aucun écart relevé. A noter, la mention dans chaque rapport de mesurage non réalisé en l'absence d'autorisation du client, seul un examen visuel a été effectué (cas notamment des prises de terre, conducteurs de protection et liaisons équipotentielles).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des engrais stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a examiné l'état des stocks d'engrais présents sur le site à la date du 21 novembre 2022. Cet état des quantités est mentionné ci-dessous : quantités est mentionné ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• engrais non classés : 1 319 t• engrais classés 4702-II : 642 t/1 230 t• engrais classés 4702-III : 201 t/4 300 t• engrais classés 4702-IV : 178 t/4 300 t Les quantités présentes sur le site, mentionnées sur l'état des stocks présenté, sont inférieures et conformes aux capacités maximales de stockage fixées par le courrier préfectoral du 4 mai 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations est placée sous la responsabilité de l'exploitant ou d'une personne déléguée et nommément désignée par l'exploitant, spécialement formée aux dangers que présentent les engrais (dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives à ces dangers.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : Le nom du responsable actuel de l'exploitation des installations de stockage d'engrais du site de Briare ainsi que ses formations aux dangers que présentent les engrais sont mentionnés dans des dossiers informatiques, qui ont été présentés à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : L'effectif du site est composé de 6 personnes, dédiées à l'exploitation de l'ensemble des installations en période normale d'activité (hors moisson). L'inspection des installations classées a constaté l'enregistrement des formations aux situations d'urgence pour 5 personnes. La 6 ^{ème} personne exerce depuis peu sur le site en qualité de commercial. Remarque : L'exploitant doit procéder à la formation du nouvel arrivant aux situations d'urgence. L'enregistrement de cette formation devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sol des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).
Constats : Le sol du bâtiment de stockage d'engrais comporte à plusieurs endroits des fentes et des dégradations du béton, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 7.71 de l'arrêté ministériel du 13/04/2010.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des installations de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).
Constats : Les parois du bâtiment de stockage d'engrais présentent des dégradations localisées soumettant les engrais aux effets des intempéries (pluie,...) ce qui est contraire aux dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel u 13/04/2010.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Fractionnement des stockage d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages sont fractionnés ; les tas d'engrais stockés en vrac et les îlots d'engrais conditionnés sont isolés de manière efficace les uns des autres afin de limiter la quantité de produits susceptibles d'entrer en réaction et les effets d'une éventuelle décomposition ou détonation.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Affichage des consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, chauffage, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté l'affichage des différentes consignes de sécurité à l'intérieur du bureau de réception de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Affichage des catégories d'engrais stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que les cases d'engrais de type 4702-II comportent un affichage mentionnant notamment le nom du produit stocké, ses mentions de dangers et la rubrique de la nomenclature des installations classées associée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Repérage des cases de stockage d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.
Constats : Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet